

PRESENTATION DU LIVRE DE JEAN ZIEGLER
« DESTRUCTION MASSIVE (géopolitique de la faim) »

Ed. du Seuil – oct. 2011

(par Jacqueline Kraepiel)

Jean Ziegler : formation de sociologue

- A été rapporteur spécial pour le Droit à l'Alimentation à l'ONU jusqu'en 2008.
- Actuellement Vice-Président du Comité Consultatif du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU.

Le sous-titre a beaucoup de sens puisqu'il reprend le titre d'un livre de Josué de Castro (Brésilien du Nord-Est) né en 1908 ; livre dont la répercussion a été très grande.

- J. de Castro a joué un rôle déterminant dans la création de la FAO (Food and Agricultural Organisation : distribution de nourriture)

Son livre publié en 1946

- Repris en 1952 par Economie et Humanisme et les Editions ouvrières
- L'abbé Pierre et le Père Lebreton ont fait rayonner sa pensée.
- Le père Lebreton proche de Paul VI a beaucoup inspiré l'encyclique «Populorum Progressio ».

Pourquoi « Destruction massive »

Une personne sur 7 au monde est victime de la faim, donc au total 1 milliard de personnes sont gravement et en permanence sous-alimentées

FAIM :

- Sous-alimentation = manque de calories
- Malnutrition = déficience en vitamines et sels minéraux

LES DEGATS:

1/3 de la population mondiale ne peut pas réaliser son potentiel physique et intellectuel, du fait de ces carences

Sous-alimentation fœtale: dégâts cérébraux et/ou déficiences motrices (les neurones du cerveau se forment entre 0 et 5 ans).

Alors que, selon les rapports de la FAO, l'agriculture mondiale pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains (nous sommes 7 milliards !) 37 000 personnes meurent de faim chaque jour dont un enfant de moins de 10 ans toutes les 5 secondes (soit 17 000 par jour).

« Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné » martèle Ziegler dans ses nombreuses interviews.

En février 2011, la FAO lance l'alerte:

- 80 pays sont au seuil de l'insécurité alimentaire... ne pas penser qu'à l'Afrique)
- 9 millions de personnes sous alimentées dans les pays industrialisés
- 25 millions en Europe de l'Est et Russie (on connaît la situation catastrophique dans les orphelinats).

En 2000 (seuil symbolique) 146 Etats sur les 193 de l'ONU ont envoyé des représentants à New-York pour dresser l'inventaire des tragédies (faim, extrême pauvreté, eau polluée, mortalité infantile, discrimination des femmes, épidémies dont le sida...) et fixer des objectifs de lutte.

Il faudrait (il suffirait de) mobiliser 80 milliards de dollars pendant 15 ans ; et pour y parvenir, prélever un impôt annuel de 2% sur les patrimoines des 1210 milliardaires existant en 2010.

Mais en 2009, on mesure les conséquences de la crise.

- Le flux des capitaux privés vers le sud a régressé de 82 %
- Le versement des Etats au titre de la coopération au développement et à l'aide humanitaire a chuté.
- Les 8900 milliards de dollars versés aux banques représentent 75 ans d'aide publique au développement

... ce qui veut dire que le PAM¹ et la FAO² sont gravement privés de moyens.

Tout cela aide à percevoir déjà combien les problèmes des pays pauvres sont liés au choix financiers, économiques et politiques des pays développés.

3 exemples vont nous permettre de le comprendre beaucoup plus concrètement.

Puis nous verrons pourquoi Ziegler peut dire :

« Mon livre, malgré son titre alarmant est un message d'espoir ».

¹ Le PAM (Plan Alimentaire Mondial), créé en 1963 est chargé de l'aide d'urgence. Il combat surtout la faim conjoncturelle (par exemple les chantiers « nourriture contre travail » ou les repas à l'école)

² La FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) a été créée en 1946 pour développer l'agriculture vivrière et veiller à l'égale distribution de la nourriture pour les hommes. Elle combat plutôt la faim structurelle.

I - LE CAS DU NIGER

Pays de plus d'un million de km² qui fait partie des 21 pays dits « en crise prolongée » :

Crise structurelle (difficultés venant des structures de production insuffisante)
Crise conjoncturelle (conflits militaires et/ou politiques, catastrophes naturelles...)

- Dans ce pays, seulement 4% des terres sont arables, dont une partie remarquablement cultivée par les populations Djerma et Haoussa.
- La majorité de la population est composée d'éleveurs nomades ou semi-nomades fiers de leurs troupeaux. (Je cite, le livre p. 57) : 20 millions de bêtes de bétail, chameaux blancs, zébus à cornes en lyre, chèvres (notamment la jolie chèvre rousse de Maradi), moutons, ânes. Au centre du pays, les sols sont gorgés de sels minéraux qui donnent aux bêtes qui les lèchent une chair extraordinairement goûteuse et ferme ».

Ce sont des atouts, mais limités...

Atout principal: l'uranium dont le Niger est le 2^e producteur au monde

Et pourtant le Niger est le 2^e pays le plus pauvre de la planète.

Pourquoi ?

1 - A cause de sa dette extérieure : Le Niger subit des plans d'ajustement structurels imposés par le FMI.

Il faut savoir que la règle d'or du FMI est le libre fonctionnement du marché (concurrence libre et non faussée) et

au nom de cette loi, le FMI a imposé

a) **La liquidation de l'Office Vétérinaire National** donc :

- Ouverture du marché aux sociétés multinationales privées de la pharmacopée animale

En conséquence :

- L'état n'exerce plus de contrôle sur les produits locaux:
 Ils arrivent périmés.
 Les revendeurs falsifient les dates donc :
 Ces produits ne sont plus fiables.
 Nécessité d'acheter des produits vétérinaires aux prix dictés par les multinationales occidentales.
- Les éleveurs ne le peuvent.

Résultat :

- Les bêtes tombent malades, sont cédées à vil prix ou meurent.
- La santé humaine, directement liée, se détériore aussi.

- Désespoir, déchéance sociale des populations et beaucoup migrent avec leur famille vers les bidonvilles de Niamey ou des grandes villes côtières Cotonou, Abidjan ou Lomé.

b) Le FMI a également imposé la dissolution des stocks des réserves détenus par l'Etat (soit 40 000 tonnes de céréales, mil, orge, blé, pour l'aide d'urgence en cas de sécheresse, inondation, invasion de criquets...).

Justification : ces stocks de réserve pervertissent le libre fonctionnement du marché. Le commerce des céréales détenu par l'état viole le dogme du libre échange...

Conséquences : depuis la grande sécheresse des années 1980 qui avait duré 5 ans, le rythme des catastrophes s'accélère et la famine attaque le Niger en moyenne tous les 2 ans...

2 – Voyons maintenant pourquoi l'uranium n'enrichit guère le Niger (livre p. 58-59)

« Areva, société d'Etat française, exerce le monopole de l'exploitation des mines d'Arlit. Les redevances payées par Areva au gouvernement de Niamey sont ridiculement faibles.

Mais voici qu'en 2007, le Président en exercice, Mamadou Tanja, a décidé d'accorder un permis d'exploitation d'uranium à la société Somina pour l'exploitation des mines d'Azelik. L'état nigérien participerait au capital de la Somina à hauteur de 33 %, tandis que la société chinoise Sino-uranium détiendrait la majorité de ses actions à hauteur de 67 %.

Présente au Niger depuis plus de 40 ans Areva s'apprêtait alors à exploiter le site d'Imourarene, au sud d'Arlit.

Début 2010, Tanja reçoit au palais présidentiel une délégation du ministère chinois des mines... Les chinois eux aussi paraissent s'intéresser aux mines d'Imourarene.

Sanction immédiate : 18 février 2012, un coup d'état militaire porta au pouvoir un obscur colonel (Salou Djiba) qui rompit toute discussion avec les chinois et réaffirma « la gratitude et la loyauté du Niger vis-à-vis d'Aréva ».

Puis, début 2011, des élections libres ont porté au pouvoir Mahamadou Issoufou, un brillant ingénieur des mines et cadre d' Aréva. »

On voit bien que, pour endiguer la déraison des affameurs, il faut combattre la corruption des dirigeants locaux qui, de fait, soutiennent l'appropriation des richesses par les grandes sociétés internationales, puisque cela leur profite.

3 - Le Niger pourrait assurer son auto suffisance alimentaire (c'est-à-dire mettre définitivement à l'abri de la faim 10 millions de personnes) en réalisant un système d'irrigation qui permettrait d'arroser 440 000 hectares de terre (La Banque Mondiale a réalisé une étude de faisabilité).

... mais le 2è producteur d'uranium du monde n'a pas les moyens de financer ce projet !!

... et la misère des peuples vivant au nord du Niger a de lourdes conséquences politiques.

(p. 60) :

« La misère des peuples vivant au nord du Niger est à l'origine de la révolte Touarègue, endémique depuis 10 ans. Des groupes terroristes d'origine algérienne, réunis dans le réseau appelé « Al Qaida au Maghreb islamique », sévissent dans la région. Leur activité préférée : la prise d'otages européens. Ils enlèvent des Européens jusque dans leur restaurant « Le toulousain » au centre de Niamey et au cœur des quartiers d'habitation blancs de l'immense Cap d'Arlit. Les tueurs d'Al Qaida recrutent sans peine leurs soldats parmi les jeunes Touareg réduits par la politique d'Aréva à une vie de chômage permanent, de désespoir et de misère ».

L'exemple du Niger montre bien

- La nécessité de trouver une solution au problème de la dette (il existe un réseau de collectifs européens qui travaillent sur ce problème et qui, parmi ses objectifs met en avant la nécessité d'effacer la dette à chaque fois que son remboursement empêche un pays de mener des politiques sociales vitales).
- La nécessité de combattre les mécanismes de corruption.

II - TRANSPORTONS-NOUS MAINTENANT AU SENEGAL en mai 2009

Jean Ziegler voyage en compagnie de l'ingénieur agronome Sénégalais Adama Fayes, conseiller en coopération de l'ambassade de Suisse.

(p 297 à 299)

« Nous traversons le Ferlo. Il n'y a presque plus de jeunes gens dans cette région pastorale semi-aride qui comptait 500 000 habitants. Des dizaines de milliers d'entre eux ont migré du côté des bidonvilles de Dakar. D'autres ont risqué la traversée nocturne vers les Canaries. Certains ont disparu corps et bien... L'eau manque. Le chemin de fer Dakar - St Louis est arrêté depuis longtemps.

L'érosion, l'incurie du gouvernement, la misère qui rend léthargique ont eu raison des forces vives de cette magnifique contrée.

Nous entrons à Longa à 100 km de St Louis. Tout à coup Adama fait arrêter la voiture. « Viens ! Allons voir ma petite sœur... Elle n'a pas besoin de tes statistiques pour t'expliquer ce qui se passe ».

Un marché pauvre, quelques étals au bord de la route... du manioc, quelques poules, des arachides, quelques tomates ridées, des pommes de terre... Des oranges et des clémentines d'Espagne... Derrière un des étals de bois, vêtue d'un ample boubou jaune vif et d'un foulard de tête assorti, une jeune femme joyeuse bavarde avec ses voisines... Adama nous présente Aïcha, en vérité sa cousine. Elle répond à mes questions avec vivacité. Mais à mesure qu'elle parle, je sens sa colère monter. Les voisines s'en mêlent. Bientôt se fait autour de nous, sur le bord poussiéreux de la route, un bruyant et joyeux attroupement... Tous et toutes veulent dire leur mot, expliquer leur indignation.

Le sac de riz importé de 50 kg est à 14 000 francs CFA (400 francs CF A = 1 dollar donc 35 dollars).

Du coup, la soupe du soir est de plus en plus liquide... Seuls, quelques grains de riz sont autorisés à flotter sur l'eau dans la marmite... personne n'est plus en mesure d'acquérir 1/4 de sac de riz... Les femmes achètent désormais le riz en gobelet...

Aïcha est en colère... Elle affecte maintenant de se quereller avec ses voisines, trop timides à son avis de la description qu'elles font de leur situation ;

« Dis au toubab ce que tu paies pour un kg de riz... Dis-le lui, n'aie pas peur... Tout augmente presque tous les jours ».

Je demande : « la faute à qui ? »

Aïcha : « Les camionneurs. Ce sont des bandits... »

Adama intervient alors, défend les camionneurs : « à la pompe, le litre d'essence est vendu 618 francs CFA (400 francs = 1 dollar), un litre de diesel 419 francs CFA ».

Aïcha a pointé un fléau souvent négligé par les statisticiens qui ne retiennent que le prix des aliments à l'importation. Le gouvernement importe environ 75 % du riz consommé dans le pays (c'est la nourriture de base).

Il traite avec les entreprises multinationales qui dominent le marché. Ce riz est vendu « Free on board », c'est-à-dire que son prix n'inclut pas les frais d'assurance ni les frais de transport.

Aïcha et ses 7 enfants ont payé la facture... Les prix des biens de première nécessité ont pratiquement doublé en un an. »

Le 11 janvier 2011, le journal « Le Monde » titrait « L'inquiétante volatilité des prix des matières premières ».

Dans une interview donnée à « Politis » le 17 janvier 2011, Ziegler explique (en conséquence de la crise financière) :

« Les fonds spéculatifs et les grandes banques ont migré après 2008, délaissant les marchés financiers pour s'orienter vers les marchés des matières premières, notamment agricoles.

Si l'on considère les 3 aliments de base (maïs, riz et blé) qui couvrent 75 % de la consommation mondiale, on constate que leurs prix ont explosé.

En 18 mois, le prix du maïs a augmenté de 93 %

La tonne de riz est passée de 105 à 1 010 dollars

La tonne de blé meunier a doublé depuis sept 2010 passant à 271€

Cette explosion des prix dégage des profits astronomiques pour les spéculateurs mais tue dans les bidonvilles des centaines de milliers de gens ».

« De plus, la spéculation provoque une autre catastrophe.

En Afrique, le Programme Alimentaire Mondial ne peut plus acheter suffisamment de nourriture pour l'aide d'urgence en cas de famine. Aujourd'hui dans la corne de l'Afrique, les fonctionnaires de l'ONU refusent chaque jour l'entrée à des centaines de familles réfugiées de la faim, devant les 17 camps d'accueil installés dans la région ».

« Il faudrait déférer ces spéculateurs, dont les actions aboutissent maintenant au meurtre collectif, devant un « Tribunal de Nuremberg » et les juger pour crime contre l'humanité » déclare encore J. Ziegler.

(Pourtant) après la seconde guerre mondiale, la conscience collective européenne s'est réveillée et a permis que le Droit à l'Alimentation figure dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme.

La FAO et le PAM ont été créés pour l'aide d'urgence et une première campagne mondiale contre la faim a été lancée en 1946. Mais aujourd'hui :

l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce)

le FMI (Fonds Monétaire International)

et La Banque Mondiale

sont des oligarchies du capital financier globalisé qui sont infiniment plus puissantes que la FAO et le PAM. On est donc dans la négation du droit.

« Je le vois bien au Conseil des Droits de l'Homme, dit Ziegler, les ambassadeurs australiens, américains canadiens, etc... sont totalement entre les mains de Cargill, multinationale américaine de l'agro-alimentaire, et des autres sociétés privées ».

En 2010, Cargill a contrôlé 26,9 % de tout le commerce du blé. Le riz est contrôlé à hauteur de 40 à 45 % par des pieuvres du négoce des matières premières comme Louis Dreyfus, Bunge, Archer Daniels Midland.

Aventis, Monsanto, Pioneer et Syngenta contrôlent 1/3 du marché des semences et 80 % du marché des engrais minéraux. Les aliments sont contrôlés par une dizaine de compagnies qui fonctionnent selon le principe de la maximalisation des profits. Nous sommes confrontés à un ordre cannibale du monde qui est habité par une violence structurelle dont les victimes sont les peuples du sud.

C'est pourquoi **au nom du Droit à l'Alimentation, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, il est urgent d'obtenir l'interdiction de la spéculation boursière sur le aliments de base.**

III - AUTRE PROBLEME MAJEUR : LES VAUTOURS DE L'OR VERT

Nom donné par J. Ziegler aux sociétés qui confisquent les terres pour la culture du maïs, de la canne à sucre ou du palmier à huile destinés à la production d'agrocarburants.

(on dit aussi bio carburants... qui n'ont vraiment rien de bio, au sens agriculture biologique)

Vous savez sûrement que les agrocarburants sont de 2 sortes :

- Bioéthanol : transformation des végétaux contenant du saccharose ou de l'amidon (surtout maïs et canne à sucre).
- Biodiesel : transformation d'huiles végétale ou animale (surtout huile de palme).

La production de ces agro-carburants génère de graves nuisances.

Pour fabriquer 50 litres d'éthanol,

il faut 358 kg de maïs : nourriture d'un enfant pendant 1 an dans un pays où le maïs est l'aliment de base

« **agrocarburants : réservoirs pleins et ventres vides** » (Amnesty International)

Pour produire 1 litre de bio éthanol

il faut 4 000 litres d'eau

... sur une planète où 1 homme sur 3 en est réduit à consommer de l'eau polluée, où chaque année on dénombre 2 milliards de cas de diarrhée dont 2,2 millions sont mortels.

De plus, on a pu lire dans le New York Time du 8 mars 2008 : « Du fait de quantité élevée d'énergie que requiert leur fabrication, les agrocarburants font augmenter le dioxyde de carbone dans l'atmosphère au lieu de contribuer à le diminuer ».

Le Président de Nestlé, Brabeck Lemath déclare : « avec les agrocarburants, nous envoyons dans la pauvreté la plus extrême des millions d'êtres humains ».

Il y a déjà 25 millions de réfugiés écologiques qui doivent se battre pour survivre dans les grandes métropoles... et pour ceux qui restent dans les zones sinistrées, les conflits sont nombreux entre éleveurs nomades et cultivateurs sédentaires pour l'accès aux ressources.

Je pourrais illustrer mes propos par l'exemple du Brésil où, malgré la lutte du MST, beaucoup de terres ont été déclassées !, c'est-à-dire privatisées au profit de la culture de la canne à sucre, pour le bioéthanol qui profite à de grandes sociétés transcontinentales (groupes Bill Gates, Soros, Fonds chinois, Louis Dreyfus).

Si bien que cette monoculture qui avait été au 17^e siècle le fondement de l'économie esclavagiste, et a ruiné le Brésil, est de retour avec ses conséquences sociales catastrophiques :

- Pas moins de 5 million d'expulsions de paysans.
- Disparition de plus de 940 000 petites et moyennes exploitations.

Ce cas est le plus connu. J'ai choisi de vous parler de la Sierra Léone, pays de la côte occidentale de l'Afrique déclaré en 2010 le plus pauvre du monde où près de 80 % de la population vit dans l'extrême pauvreté.

Et je cite Ziegler (p. 279 à 284).

La société transcontinentale privée Addax Bioénergie, dont le siège est à Lausanne, vient d'y acquérir une concession de 20 000 ha de terres fertiles.

Elle veut y planter de la canne à sucre pour fabriquer du bioéthanol destiné au marché européen.

Une extension à 57 000 hectares est prévue.

Addax Bioenergy appartient au multimilliardaire vaudois Jean Claude Gandur (la soixantaine épanouie, doué d'une intelligence brillante et d'une vitalité apparemment inépuisable, ce passionné d'affaires et d'art est fascinant par ses contradictions).

Il est né en Azerbaïdjan, a grandi en Egypte et a fait ses études à Lausanne. C'est auprès du sulfureux Marc Rich, qu'il a fait ses classes de trader.

En 2009, Gandur a vendu sa société transcontinentale Addax Petroleum pour 3 milliards de dollars à la société chinoise Sinopec.

La générosité personnelle de Gandur est légendaire. Il vient de confier sa double collection d'antiquités et de peinture abstraite française au Musée d'art et d'histoire de Genève, et s'est engagé à contribuer pour 40 millions de francs suisses à l'agrandissement du musée.

Sa fondation lutte contre le noma au Burkina Faso et en Sierra Léone.

Joan Baxter a visité le site en Sierra Léone. Elle raconte dans « Le Monde diplomatique » de janvier 2010 : « Répartis dans 25 villages du centre de la Sierra Leone, de petits exploitants agricoles produisent leurs propres semences et cultivent du riz, du manioc et des légumes.

Adama qui est en train de planter du manioc, assure que les revenus qu'elle tire de ses récoltes lui permettent de subvenir aux besoins de son mari paralysé et d'acquitter les frais de scolarité de ses trois enfants. Charles qui revient des champs et rentre chez lui dans la chaleur de la fin d'après-midi peut envoyer ses trois gamins à l'école grâce au produit de sa petite ferme. L'année prochaine, la majeure partie de ces agriculteurs ne pourront plus cultiver leurs terres (...). Adama ne sait pas encore qu'elle va bientôt perdre les champs de manioc et de poivre qu'elle cultive sur les hautes terres ».

Addax Bioenergy a conclu son contrat avec le gouvernement de Freetown. Les paysans vivant dans les 25 villages ont appris par ouï-dire leur ruine.

Pour les terres rurales, il n'existe généralement pas de registre foncier ; pour les sols urbains, il n'en existe que dans quelques villes. Théoriquement toute la terre appartient à l'Etat. Les communautés rurales n'ont qu'un droit d'usufruit des terres qu'ils occupent.

Addax ne prend pas de risques. Elle fait financer son projet par la Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement. En Sierra Leone, comme dans de nombreux autres pays de l'hémisphère sud, ces deux banques (comme d'autres ailleurs) se

font les complices actifs de la destruction des conditions de vie de familles paysannes africaines.

Trois concessions supplémentaires sont en négociation entre le gouvernement et Addax Bioenergy. Toujours avec l'appui des deux banques mentionnées. Ces nouvelles concessions portent sur des terres où prospéreront des plantations géantes de palmiers à huile

Addax a choisi ces terres pour une raison précise : elles sont bordées par un des fleuves les plus importants de Sierra Leone, le Rokel.

Le contrat ne prévoit aucune clause sur la quantité d'eau qu'il sera permis de pomper pour arroser les plantations ni sur l'usage qui sera fait des eaux usées.

Pour les paysans de toute la région se profile la menace du manque d'eau potable et d'irrigation et le danger de pollution menace.

Les Suisses sont habiles. Ils ont associé à leur entreprise un influent homme d'affaires local, Vincent Kanu, et surtout le député de la région, Martin Bangura.

Sur le papier, la Sierra Leone est une démocratie. De fait, les députés règnent sur leur région comme des satrapes.

Addax Bioenergy a chargé Bangura d'« expliquer » aux populations le détail du projet. Selon le député, les paysans spoliés bénéficieront, en guise de contrepartie, des 4 000 emplois qu'Addax Bioenergy a promis de créer. Mais une étude indépendante effectuée sur place dément cette promesse. Peu d'emplois sont prévus. D'ailleurs, à quelles conditions ? Nul ne l'a dit.

Une indication pourtant. A l'heure actuelle, Addax Bioenergy emploie une cinquantaine de personnes pour veiller sur les jeunes pousses de canne à sucre et de manioc plantées sur les berges du fleuve Rokel. Elle leur verse un salaire journalier de 10 000 leones, soit l'équivalent de 1,8 euro (au taux de change 2011).

L'opération réalisée par Addax en Sierra Leone est caractéristique de la plupart des acquisitions des terres réalisées par les seigneurs de l'« or vert ». Et la corruption de certains de leurs associés locaux joue souvent un rôle clé dans ces opérations de spoliation.

Ce qui ajoute au scandale, c'est que les banques publiques, payées par le contribuable - telles la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la Banque africaine de développement, etc ... -, financent ces spoliations.

Que vont devenir Adama et Charles, leurs enfants, leurs parents, leurs voisins ?

Ils seront expulsés. Mais où ?

Vers les bidonvilles de Freetown, où courent les rats, où les enfants se prostituent, où les pères de famille sombrent dans le chômage permanent et le désespoir.

Les agrocarburants provoquent des catastrophes sociales et climatiques. Ils réduisent les terres vivrières, détruisent l'agriculture familiale et contribuent à aggraver la faim dans le monde. Leur production s'accompagne du rejet dans l'atmosphère de dioxyde de carbone en grande quantité et absorbe un volume élevé d'eau potable.

Que la consommation d'énergie fossile doive être réduite rapidement et massivement, cela ne fait aucun doute. Pourtant, la solution ne réside pas dans les agrocarburants, mais bien plutôt dans les économies d'énergie et dans les énergies alternatives propres, telles les éoliennes et l'énergie solaire.

En 2007, devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, j'avais déclaré : « Produire des agrocarburants avec des aliments est criminel ». J'en avais demandé l'interdiction.

Les seigneurs de l'« or vert » ont réagi avec vigueur.

Trois des plus puissantes fédérations de producteurs de bioéthanol sont alors intervenues auprès de Kofi Annan pour dénoncer ma déclaration « apocalyptique» et « absurde ».

Je n'ai pas changé d'avis.

Sur une planète où toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim, détourner des terres vivrières et brûler de la nourriture en guise de carburant constitue un crime contre l'humanité.

**« MON LIVRE MALGRE SON TITRE ALARMANT
EST UN MESSAGE D'ESPOIR »
déclare Jean Ziegler dans un entretien
avec Elodie Becu en décembre 2011**

ESPERANCE - C'est le titre du dernier chapitre du livre.

Dans les pays concernés, la résistance s'organise.

Un exemple concret au Cameroun.

La Sosucam, société sucrière du Cameroun qui appartient à Alain Vilgrain, détient des millions d'hectares de terres.

En 1965, elle a signé avec le gouvernement de Yaoundé un bail de 99 ans pour développer ses activités sur 2 000 hectares.

En 2006, un second bail a ajouté 12 000 hectares à la surface exploitée par l'entreprise.

La Sosucam a bien versé à cette occasion une indemnité annuelle aux communautés affectées, mais d'un montant de 3 145 euros, soit l'équivalent de 5 euros par famille et par an.

Sur les terres vivrières acquises par la Sosucam vivaient environ 6 000 personnes.

« Seuls 4 % des employés de la Sosucam sont d'anciens paysans ayant perdu leurs terres... » mais ils ne gagnent pas suffisamment pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Pollution des terres et des eaux, mauvaises conditions de travail, danger pour la santé à cause de la manipulation de produits toxiques, expropriation des familles, privation des accès aux ressources, absence d'indemnisation ...

Telles sont les conséquences de la mainmise de Vilgrain sur ces terres camerounaises.

La mobilisation des cultivateurs, des syndicalistes, des communautés religieuses et des militants urbains réunis dans une association, le CODEN, est parvenue à empêcher la signature d'un 3^e contrat qui aurait impliqué une nouvelle spoliation des terres et un nouvel exode forcé des familles paysannes.

On pourrait développer l'action de Mamado Cissoko au Sénégal : ancien instituteur devenu paysan et actuellement un des dirigeants les plus écoutés en Afrique de l'ouest.

Actuellement le ROPPA (Réseau des Organisations des Paysans et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest) est la plus puissante organisations régionale paysanne sur le continent.

2008 : organisation de la plate-forme panafricaine des producteurs d'Afrique.

Ce syndicat de cultivateurs, éleveurs, pêcheurs est l'interlocuteur principal des commissaires de l'Union Européenne à Bruxelles.

Et pour conclure, je laisse la parole à Ziegler (en puisant dans l'entretien pour Politis 17/11/2011 et une interview du 19/12/2011 par Elodie Becu : « Il se passe une chose totalement ignorée des grands médias occidentaux : ce sont les insurrections paysannes De l'Indonésie aux Philippines, en passant par le nord de la Mongolie, le nord du Sénégal et du Brésil, il y a réoccupation de la terre. Les paysans insurgés affrontent les trusts et leurs milices.

En 2011, selon la Banque Mondiale, les hedges funds et les trusts ont accaparé 41 millions d'hectares de terre arable en Afrique. Cette paysannerie du sud qui n'attend plus rien des gouvernements ou de l'ONU affronte ses ennemis sur le terrain.

Une autre espérance est constituée par la Société Civile Occidentale. Des organisations comme ATTAC, Greenpeace, des mouvements de femmes, etc ... Ces mouvements ne sont ni des partis, ni des syndicats, ils ne sont pas unifiés.

Ils constituent une fraternité de la nuit. Ils combattent l'obscurantisme néo-libéral. Le philosophe E. Kant écrit : « l'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi ». Cet impératif moral traverse les classes d'âge. les classes sociales. les familles philosophiques. Il prépare l'insurrection des consciences. »

**Les mécanismes faits de mains d 'hommes peuvent être changés par les hommes.
Nous devons les briser démocratiquement.**

La France et la plupart des pays dominateurs sont des démocraties.

Il n'y a pas d'impuissance en démocraties. Nous avons toutes les armes, élections mobilisations populaires, grèves générales. Nous pouvons lutter pour obtenir

- **Le désendettement des pays les plus pauvres afin qu'ils puissent investir dans leur agriculture**
- **L'interdiction de la spéculation boursière sur les aliments de base**
- **L'interdiction de brûler des centaines de millions de tonnes de planter nourricières pour faire des agrocarburants**
- **Le droit des paysans à la terre, que le mouvement via Campesima veut faire reconnaître internationalement pour que les Fonds spéculatifs ne puissent plus spolier les cultivateurs.**

Et n'oublions pas que chez nous aussi, en Europe, en France, les problèmes agricoles sont à l'ordre du jour :

- **Course au foncier et marchandisation de la terre, de plus en plus accaparée par les investisseurs**
- **Course à la mécanisation, à l'agrandissement, à la productivité des entreprises agricoles avec les dégâts écologiques, humains, sociaux qui en découlent (20 % des agriculteurs français sont inscrits au RSA en 2010).**
- **Agro-industrie et grande distribution imposent leur loi.**

Et par ailleurs... une agriculture des terroirs, soucieuse de la conservation et de la protection de la nature existe (AMAP, boutiques bio, cueillettes, paniers bio) et se développe...

Mais n'est pas accessible à tous... La grande distribution récupère le souci des consommateurs de s'approvisionner en produits sains.

La résistance est nécessaire chez nous, comme elle l'est dans les pays du sud.